**LE TRIBUNAL PÉNAL INTERNATIONAL
POUR L'EX-YOUGOSLAVIE**

Affaire n° IT-06-90-PT

**LE PROCUREUR
DU TRIBUNAL**

c/

**ANTE GOTOVINA
IVAN ČERMAK
MLADEN MARKAČ**

ACTE D'ACCUSATION CONJOINT

Le Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 18 du Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (le « Statut du Tribunal »), accuse :

**ANTE GOTOVINA
IVAN ČERMAK
MLADEN MARKAČ**

de CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ et de VIOLATIONS DES LOIS OU COUTUMES DE LA GUERRE, tels qu'exposés ci-dessous :

LES ACCUSÉS

ANTE GOTOVINA

1. **Ante GOTOVINA** est né le 12 octobre 1955 dans l'île de Pašman, municipalité de Zadar, en République de Croatie (la « Croatie »), qui faisait alors partie de la République socialiste fédérative de Yougoslavie (la « RSFY »).
2. Du 1^{er} février 1973 au 1^{er} février 1978, **Ante GOTOVINA** a servi dans la Légion étrangère française et a atteint le grade de caporal chef. En juin 1991, de retour en Croatie, il a été nommé commandant du service des opérations et de la formation de la 1^{re} brigade du *Zbor Narodne Garde* (Corps de la garde nationale) (le « ZNG »). De février 1992 à mai ou juin 1992, il a été commandant en second de l'unité spéciale de l'état-major principal de l'armée croate (*Hrvatska Vojska*) (la « HV »). De mai ou juin 1992 à octobre 1992, il a été affecté au Conseil de défense croate (*Hrvatsko Vijeće Obrane*) (le « HVO »).
3. Le 9 octobre 1992, **Ante GOTOVINA**, alors général de brigade, a été nommé commandant de la zone opérationnelle de Split de la HV (rebaptisée district militaire de Split en 1993). Le 30 mai 1994, il a été promu major général et, entre fin juillet et le 4 août 1995, lieutenant général. **Ante GOTOVINA** a commandé le district militaire de Split jusqu'en mars 1996. Le 12 mars 1996, **Ante GOTOVINA** a été nommé chef de l'Inspection de la HV par le Président de la République de Croatie, Franjo TUĐMAN (le « Président TUĐMAN »).

4. Du 4 août 1995 au moins au 15 novembre 1995, **Ante GOTOVINA** a commandé le district militaire de Split de la HV et assuré le commandement opérationnel général de l'Opération Tempête dans le sud de la Krajina. En cette qualité, il participait à diverses structures de pouvoir et de responsabilité. Pendant l'Opération Tempête et les opérations et/ou actions connexes qui ont suivi, **Ante GOTOVINA** avait le contrôle effectif des unités, éléments et membres de la HV qui relevaient du district militaire de Split ou y étaient rattachés, ainsi que des autres forces placées sous son commandement et qui opéraient ou étaient présentes dans le sud de la Krajina durant l'Opération Tempête. Les unités et éléments principaux relevant du district militaire de Split ou rattachés à celui-ci et placés sous le commandement de **Ante GOTOVINA** durant la période couverte par l'Acte d'accusation conjoint sont énumérés à l'Annexe A. En sa qualité de commandant du district militaire de Split, **Ante GOTOVINA** était chargé, entre autres, de faire régner l'ordre et la discipline parmi ses subordonnés et de veiller à leur bon comportement.

IVAN ČERMAK

5. **Ivan ČERMAK** est né le 19 décembre 1949 dans la municipalité de Zagreb, en Croatie. En 1990 et 1991, **Ivan ČERMAK** a occupé le poste de vice-président du bureau exécutif de l'Union démocratique croate (le « HDZ ») et a également été conseiller du Président TUDMAN. En 1991, **Ivan ČERMAK** a été nommé Ministre adjoint de la défense dans le Gouvernement croate, fonction qu'il a exercée jusqu'en 1993. À cette époque et par la suite, il avait le grade de lieutenant général.

6. **Ivan ČERMAK** était un proche du Président TUDMAN. Le 5 août 1995, ce dernier l'a personnellement nommé commandant de la garnison de Knin, dont relevaient les municipalités suivantes : Civljane, Ervenik, Kijevo, Kistanje, Knin, Nadvoda et Orlic. Le 5 ou le 6 août 1995, ou vers ces dates, **Ivan ČERMAK** a établi son quartier général à Knin ; il a commandé cette garnison jusqu'au 15 novembre 1995 environ. **Ivan ČERMAK** a non seulement exercé, à la tête de la garnison, des fonctions militaires et administratives, mais il a aussi représenté les autorités croates lors de rencontres avec des représentants de la communauté internationale et des médias concernant l'Opération Tempête dans des régions ne relevant pas de l'autorité de la garnison de Knin.

7. Du fait de ses attributions, **Ivan ČERMAK** participait à diverses structures de pouvoir et de responsabilité et exerçait un contrôle effectif sur les membres des unités de la HV ou les éléments qui appartenaient à la garnison de Knin, étaient détachés auprès d'elle ou opéraient en son sein, ainsi que sur la police civile opérant dans sa zone et dans les régions limitrophes. Parmi les unités de la HV qui appartenaient à la garnison de Knin, opéraient en son sein ou dans les régions limitrophes, figuraient les 4^e et 7^e brigades de la HV, la 1^{re} brigade de la garde croate (1^{re} HGZ), la 113^e brigade d'infanterie, la 142^e brigade d'infanterie, la 144^e brigade d'infanterie, le 126^e régiment de la garde nationale (le « DP »), le 6^e DP, le 7^e DP, le 134^e DP, ainsi qu'une compagnie mixte de la police militaire (composée d'éléments ou d'unités des 72^e et 73^e bataillons de police militaire). Des membres des services de la police de Zadar Knin et de Kotar Knin (et notamment divers postes et antennes de police) opéraient également dans la même région que la garnison. En sa qualité de commandant de la garnison, **Ivan ČERMAK** était chargé, entre autres, de faire régner l'ordre et la discipline, de veiller au bon comportement du personnel militaire dans la garnison, d'organiser le service de garde de la garnison et de promouvoir la coopération et la collaboration, d'une part, entre la garnison de

Knin et les forces de police de la région et, d'autre part, au sein de celles-ci afin de rétablir et de maintenir l'ordre public.

MLADEN MARKAČ

8. **Mladen MARKAČ** est né le 8 mai 1955 à Djurdjevac, municipalité de Djurdjevac, en Croatie. Diplômé de l'Université de Zagreb en 1981 et libéré de ses obligations militaires en 1982, **Mladen MARKAČ** s'est alors engagé dans les forces de police du Ministère de l'intérieur (le « MUP ») de la RSFY.

9. En 1990, **Mladen MARKAČ** a participé avec d'autres personnes à la création d'une unité spéciale de police au sein du RH MUP. Il a été nommé commandant en second de cette unité qui est devenue l'unité antiterroriste Lučko vers la fin de 1990. En 1991, **Mladen MARKAČ** a été nommé à la tête de l'unité antiterroriste Lučko et il a été promu lieutenant général (de réserve) en 1992.

10. Le 18 février 1994, **Mladen MARKAČ** a été nommé Ministre adjoint de l'intérieur par le Président TUDMAN, ce qui faisait de lui le commandant des forces spéciales de police du Ministère de l'intérieur de la République de Croatie (les « forces spéciales de police ») ; en cette qualité, il avait toute autorité sur ces forces spéciales et assumait l'entière responsabilité de leurs activités et de leur fonctionnement. Après l'Opération Tempête, **Mladen MARKAČ** avait le grade de lieutenant général.

11. En sa qualité de commandant des forces spéciales de police, **Mladen MARKAČ** participait à diverses structures de pouvoir et de responsabilité et il exerçait un contrôle effectif sur tous les membres des forces spéciales de police qui étaient engagées dans l'Opération Tempête et dans les opérations connexes qui ont suivi dans la région. Parmi les forces spéciales de police engagées dans ces opérations figuraient des membres des unités spéciales dont l'unité antiterroriste Lučko, le service logistique des forces spéciales de police, une compagnie de transmission du Ministère de l'intérieur, ainsi que des membres d'unités des forces spéciales de police appartenant à divers services de la police répartis sur tout le territoire de la Croatie, dont ceux de Bjelovar-Bilogora, Dubrovnik-Neretva, Istria, Karlovac, Krapina-Zagorje, Lika-Senj, Osijek-Baranja, Primorje-Gorski Kotar, Šibenik, Sisak-Moslavina, Split-Dalmatia, Varaždin, Vukovar-Srijem, Zadar-Knin et Zagreb. **Mladen MARKAČ** exerçait également un contrôle effectif sur tous les membres des unités d'artillerie et de roquettes de la HV qui étaient détachées auprès de lui ou placées sous son commandement pendant l'Opération Tempête et les opérations connexes qui ont suivi.

DESCRIPTION FACTUELLE DE L'ENTREPRISE CRIMINELLE COMMUNE

12. De juillet 1995 au moins au 15 novembre 1995, **Ante GOTOVINA**, **Ivan ČERMAK** et **Mladen MARKAČ**, ainsi que d'autres personnes nommées ci-après, ont participé à une entreprise criminelle commune dont l'objectif commun était de chasser définitivement la population serbe de la région de la Krajina, et ce, par la force, l'intimidation ou la menace du recours à la force, la persécution, le déplacement forcé, le transfert forcé et l'expulsion, l'appropriation et la destruction de biens, et par d'autres moyens qui constituaient des crimes ou impliquaient la perpétration de crimes sanctionnés par les articles 3 et 5 du Statut du Tribunal, ainsi qu'il est dit dans le présent Acte d'accusation conjoint. Outre les crimes exposés ci-dessus dans le cadre de l'entreprise criminelle commune, les meurtres, actes inhumains et traitements cruels étaient la conséquence possible et prévisible de la réalisation de l'entreprise.

13. Ainsi qu'il est expliqué plus en détail au paragraphe 23, le terme « Krajina », dans le présent Acte d'accusation conjoint, désigne une partie de la région de Croatie qui s'était autoproclamée « Republika Srpska Krajina » (« RSK ») et était majoritairement peuplée de Serbes. Une offensive militaire appelée « *Oluja* » ou « Tempête » (l'« Opération Tempête ») a été menée en partie dans le sud de la Krajina et alentour.

14. Pendant l'Opération Tempête et les semaines qui l'ont suivie, des membres de l'entreprise criminelle commune (nommés au paragraphe 16), par le biais des forces croates placées sous leur commandement ou leur contrôle effectif, ou à défaut, les membres de l'entreprise criminelle commune parmi lesquels se trouvaient des membres des forces croates (identifiés au paragraphe 17 ci-dessous), ont commis des crimes contre la population civile serbe et les biens à caractère civil serbes dans le cadre et en exécution de l'entreprise criminelle commune.

15. Cette entreprise criminelle commune, dans laquelle **Ante GOTOVINA**, **Ivan ČERMAK** et **Mladen MARKAČ** ont joué un rôle clé, a été conçue, planifiée et préparée dès juillet 1995 au moins, et a été entièrement réalisée en août 1995 et par la suite.

16. De nombreuses personnes ont pris part, avec **Ante GOTOVINA**, **Ivan ČERMAK** et **Mladen MARKAČ**, à cette entreprise criminelle commune, parmi lesquelles : Franjo TUĐMAN, Président de la République de Croatie (décédé) ; Gojko ŠUŠAK, Ministre de la défense de la République de Croatie (décédé) ; Janko BOBETKO, chef d'état-major général de la HV jusqu'à sa retraite le 17 juillet 1995 (décédé) ; Zvonimir ČERVENKO, chef d'état-major général de la HV, nommé le 17 juillet 1995 (décédé).

17. À titre subsidiaire, **Ante GOTOVINA**, **Ivan ČERMAK** et **Mladen MARKAČ** ont participé à l'entreprise criminelle commune en tant que membres, avec les coauteurs nommés au paragraphe 16 ci-dessus, et divers responsables, agents ou membres de l'administration et des organes politiques de la République de Croatie, à tous les échelons (y compris des administrations municipales et des organisations locales) ; divers dirigeants et membres du HDZ ; divers officiers et membres de la HV, des forces spéciales de police, de la police civile et d'autres services de la sûreté ou du renseignement de la République de Croatie (les « forces croates ») ; ainsi que d'autres personnes, connues ou non.

18. Plusieurs membres de l'entreprise criminelle commune, dont **Ante GOTOVINA**, **Ivan ČERMAK** et **Mladen MARKAČ**, agissant seuls et/ou de concert avec d'autres, ont participé à l'entreprise criminelle commune et ont œuvré à sa réalisation, et ce, de la manière suivante :

- a) en créant, organisant, commandant et dirigeant la HV, la police militaire, les forces spéciales de police, les services de renseignement, de sécurité, ainsi que d'autres forces, en leur donnant des ordres, en leur facilitant la tâche, en y participant, en leur apportant un soutien, en entretenant et/ou en faisant intervenir ces forces qui ont permis de poursuivre et de réaliser les objectifs de l'entreprise criminelle commune et qui ont commis les divers crimes visés dans le présent Acte d'accusation conjoint, tels que le transfert forcé et l'expulsion, le pillage et la destruction de biens, le meurtre et les traitements inhumains,
- b) en entreprenant, favorisant, planifiant, préparant, soutenant, encourageant – éventuellement en y participant – l'élaboration, la formulation, la diffusion et/ou la mise en œuvre des grandes orientations, des programmes, des plans, des décrets, des décisions, des règlements, stratégies ou tactiques politiques, publics et/ou militaires

croates qui ont servi de base ou d'instrument à diverses actions dirigées contre les Serbes ou menées à leur détriment telles que le refus de leur reconnaître des droits fondamentaux, la privation de logement, de biens et/ou d'assistance humanitaire, et ce, dans le cadre de l'entreprise criminelle commune,

- c) en appuyant, encourageant, facilitant la diffusion d'informations, de fausses informations et la propagande en direction des Serbes de Krajina, en y incitant et/ou en y participant, afin de les pousser à quitter la région,
- d) en favorisant, encourageant, facilitant, tolérant des actes de violence et/ou en incitant à les commettre contre les Serbes, faisant naître chez ceux demeurés dans la région un sentiment de peur,
- e) en favorisant, encourageant, permettant, tolérant les crimes contre les Serbes et en incitant à en commettre, et ce, en s'abstenant de les signaler et/ou de faire diligenter une enquête à leur sujet et d'en assurer le suivi et/ou de punir ou sanctionner les subordonnés et autres membres des autorités et des forces croates sur lesquelles ils exerçaient un contrôle effectif pour les crimes commis contre des Serbes,
- f) en s'efforçant de nier, dissimuler et/ou minimiser les crimes commis par les autorités et les forces croates contre des Serbes, y compris par la communication aux organisations internationales, aux observateurs, aux enquêteurs et au public d'informations fausses, incomplètes ou trompeuses, ou en encourageant, facilitant, soutenant les efforts faits en ce sens.

19. **Ante GOTOVINA** a participé à l'entreprise criminelle commune et a contribué à sa réalisation, aussi bien directement qu'indirectement, en agissant notamment de concert avec certains de ses membres et par leur entremise, ainsi que par celle de subordonnés sur lesquels il exerçait un contrôle effectif et/ou de personnes sur lesquelles il exerçait une influence directe ou importante, ainsi qu'il ressort des paragraphes 3 et 4 du présent Acte d'accusation conjoint. **Ante GOTOVINA** a participé à l'entreprise criminelle commune, notamment et sans s'y limiter, de la manière suivante :

- a) à partir de juillet 1995 au moins, en prenant part à la planification et à la préparation des actions que devaient mener les forces croates dans le cadre de l'Opération Tempête et des opérations ou actions connexes qui ont suivi, jusqu'au 15 novembre 1995 au moins,
- b) du 4 août 1995 au moins et jusqu'au 15 novembre 1995, en assurant la direction et le commandement des unités, éléments et membres de l'armée croate qui relevaient du district militaire de Split ou y étaient rattachés, ainsi que des autres forces placées sous son commandement et qui opéraient et/ou étaient présentes dans le sud de la Krajina, en les dirigeant, en leur apportant aide et soutien et en leur donnant des ordres pendant l'Opération Tempête et les opérations ou actions connexes qui ont suivi,
- c) jusqu'au 15 novembre 1995 au moins, en conservant la direction et le commandement des forces de la HV qui sont restées déployées dans le sud de la Krajina au sein du district militaire de Split,
- d) en ne s'opposant pas aux crimes qui étaient commis, en niant et/ou en minimisant ces crimes, y compris par la communication d'informations fausses, incomplètes ou trompeuses, alors qu'il avait connaissance des destructions et des pillages généralisés de

biens appartenant aux civils serbes, des meurtres et des traitements inhumains infligés aux Serbes de la Krajina,

- e) en s'abstenant de rétablir et de maintenir l'ordre et la discipline parmi ses subordonnés, de prévenir et de punir les crimes commis contre les Serbes de Krajina.

20. **Ivan ČERMAK** a participé à l'entreprise criminelle commune et a contribué à sa réalisation, aussi bien directement qu'indirectement, en agissant notamment de concert avec certains de ses membres et par leur entremise, ainsi que par celle de subordonnés sur lesquels il exerçait un contrôle effectif et/ou de personnes sur lesquelles il exerçait une influence directe ou importante, ainsi qu'il ressort des paragraphes 6 et 7 du présent Acte d'accusation conjoint. **Ivan ČERMAK** a participé à l'entreprise criminelle commune, notamment et sans s'y limiter, de la manière suivante :

- a) en donnant des ordres et des instructions concernant l'administration et les activités de la garnison de Knin,
- b) en dirigeant des éléments et/ou des membres de la HV et du MUP, et notamment de la police civile et militaire, en leur apportant aide et soutien et en leur donnant des ordres,
- c) en ne s'opposant pas aux crimes qui étaient commis, en niant et/ou en minimisant ces crimes, y compris par la communication d'informations fausses, incomplètes ou trompeuses, alors qu'il avait connaissance des destructions et des pillages généralisés de biens appartenant aux civils serbes, des meurtres et des traitements inhumains infligés aux Serbes de la Krajina,
- d) en s'abstenant de rétablir et de maintenir l'ordre et la discipline parmi ses subordonnés, de prévenir et de punir les crimes commis contre les Serbes de la Krajina,
- e) en donnant aux représentants de la communauté internationale de fausses assurances que des mesures avaient été et/ou seraient prises pour faire cesser les crimes.

21. **Mladen MARKAČ** a participé à l'entreprise criminelle commune et a contribué à sa réalisation, aussi bien directement qu'indirectement, en agissant notamment de concert avec certains de ses membres et par leur entremise, ainsi que par celle de subordonnés sur lesquels il exerçait un contrôle effectif et/ou de personnes sur lesquelles il exerçait une influence directe ou importante, ainsi qu'il ressort des paragraphes 10 et 11 du présent Acte d'accusation conjoint. **Mladen MARKAČ** a participé à l'entreprise criminelle commune, notamment et sans s'y limiter, de la manière suivante :

- a) en prenant part à la planification et à la préparation des actions que devaient mener les forces spéciales de police et les unités détachées d'artillerie et de roquettes de la HV dans le cadre de l'Opération Tempête et des opérations ou actions connexes qui ont suivi dans la région, de juillet 1995 au moins au début du mois d'août 1995,
- b) en donnant l'ordre aux forces spéciales de police et aux unités détachées d'artillerie et de roquettes de la HV de mener l'Opération Tempête, de juillet 1995 au moins jusqu'au 9 août 1995 ou vers cette date,
- c) en donnant l'ordre aux forces spéciales de police de mener des opérations ou actions connexes dans la région, du 10 août 1995 au moins au 15 novembre 1995,

- d) en ne s'opposant pas aux crimes qui étaient commis, en niant et/ou en minimisant ces crimes, y compris par la communication d'informations fausses, incomplètes ou trompeuses, alors qu'il avait connaissance des destructions et des pillages généralisés de biens appartenant aux civils serbes, des meurtres et des traitements inhumains infligés aux Serbes de la Krajina,
- e) en s'abstenant de rétablir et de maintenir l'ordre et la discipline parmi ses subordonnés, de prévenir et de punir les crimes commis contre les Serbes de Krajina,

EXPOSÉ DES FAITS

22. La République de Croatie a proclamé son indépendance le 25 juin 1991, date à laquelle un conflit armé avait déjà éclaté dans certaines régions de Croatie entre l'Armée populaire yougoslave (la « JNA ») et d'autres forces serbes d'une part, et les forces armées croates d'autre part. À la fin de 1991, diverses forces serbes, dont celles de la JNA, s'étaient rendues maîtresses d'environ un tiers du territoire de la République de Croatie.

23. Le 21 décembre 1990, les Serbes de Croatie ont annoncé la création de la Région autonome serbe (la « SAO ») de Krajina. Le 19 décembre 1991, la SAO de Krajina s'est autoproclamée Republika Srpska Krajina (la « RSK ») et a désigné son Président. L'armée de la RSK fut par la suite connue sous le nom de *Srpska Vojska Krajine* (Armée serbe de Krajina ou « SVK »).

24. En février 1992, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies créait, comme le prévoyait le plan Vance, une Force de protection des Nations Unies (la « FORPRONU »), dont une partie fut déployée dans les zones protégées en Croatie. Il s'agissait de zones où les Serbes étaient en majorité ou constituaient une minorité importante, et où les tensions entre les deux communautés avaient déjà débouché sur un conflit armé. Les zones protégées étaient au nombre de quatre : les secteurs Nord, Sud, Est et Ouest.

25. La région de la Krajina, comprenant les secteurs Sud et Nord des zones protégées, était située sur le territoire revendiqué par la RSK. Le sud de la Krajina englobait, sans s'y limiter, les municipalités de Benkovac, Civljane, Donji Lapac, Drniš, Ervenik, Gračac, Kijevo, Kistanje, Knin, Lišane Ostrovičke, Lisičić, Lovinac, Nadvoda, Obrovac, Oklaj, Orlić, Polača, Smilčić, Titova Korenica et Udbina.

26. De 1992 à 1994, des dirigeants, des responsables et des forces croates ont conçu et mené plusieurs opérations pour reprendre le territoire revendiqué par la RSK, notamment celles lancées aux dates suivantes contre les zones protégées et les zones limitrophes : en juin 1992, contre le plateau de Miljevački ; en janvier 1993, contre le secteur du pont de Maslenica dans le nord de la Dalmatie ; et en septembre 1993, contre la poche de Medak.

27. D'autres opérations et tentatives similaires ont été menées en 1995, notamment l'Opération Éclair en Slavonie occidentale, en mai 1995, et l'Opération Ljeto (« Été ») dans les Alpes dinariques en Bosnie-Herzégovine, dans une région limitrophe de la municipalité de Knin et ses environs, à partir du printemps 1995.

28. De juillet au moins au début du mois d'août 1995, des dirigeants, des responsables et des forces croates (y compris des membres de l'entreprise criminelle commune) ont conçu, planifié, monté et mené l'Opération Tempête. Cette offensive militaire a été, pour l'essentiel, menée le 4 août 1995. Le 7 août 1995, le Gouvernement croate a annoncé que l'Opération

avait été un succès. Diverses actions ont été menées à sa suite jusqu'au 15 novembre 1995 environ.

29. Le lancement, le 4 août 1995, de la grande offensive militaire a été précédé d'une campagne organisée pour chasser les Serbes de la Krajina et menée à grand renfort de propagande, de désinformation et de guerre psychologique. L'annonce de l'attaque imminente des forces croates a fait naître un sentiment de panique et de peur parmi la population serbe qui avait été victime ou avait eu connaissance d'exactions ou de crimes perpétrés par les forces croates lors d'opérations similaires. Dans le même temps, les Serbes étaient informés par la radio, la télévision et par d'autres moyens de diffusion qu'ils étaient « libres de partir » et que d'importants convois quittaient la région. On montrait aux civils serbes des cartes indiquant les territoires « exclusivement croates » et les itinéraires pour en sortir. Dans la phase suivante, les forces croates ont bombardé les zones civiles ; les soldats entraient la nuit dans les villages serbes et menaçaient les civils qui n'avaient pas encore pris la fuite, en ouvrant le feu ou en recourant à d'autres moyens d'intimidation.

30. Dans le cadre de l'Opération Tempête, des actions ont été menées pour s'assurer que tout déplacement serait définitif, même celui des Serbes qui avaient fui immédiatement avant ou au début de l'Opération Tempête, du fait des actions des dirigeants de la RSK ou pour d'autres raisons. En ce sens, les actions et les crimes décrits plus haut avaient pour but de s'assurer que les Serbes de Krajina ne reviendraient pas chez eux.

31. Les forces croates ont commencé à piller les biens appartenant à la population civile serbe au tout début de la grande offensive lancée le 4 août 1995, dès le deuxième jour. Elles se sont adonnées à un pillage systématique et généralisé, aussi bien des habitations que des commerces. Dans certaines villes, on a vu des convois de pillards arrivés les mains vides repartir chargés d'appareils électroménagers, d'effets personnels, emportant même le bétail. Les habitations, y compris celles de représentants de la communauté internationale, ont été pillées et entièrement vidées : les pillards ont emporté réfrigérateurs, cuisinières, appareils électroniques, meubles, vêtements, jusqu'aux huisseries des portes et des fenêtres. Dans certains cas, des civils serbes prisonniers ont reçu l'ordre de se livrer au pillage pour le compte des forces croates. Après avoir été contraints de charger le butin dans des camions militaires, les détenus serbes étaient forcés de le décharger. Les pillards s'en sont pris pour l'essentiel aux maisons abandonnées par des Serbes qui s'étaient enfuis ; toutefois, il est arrivé, dans de nombreux cas, que des habitants soient contraints d'assister sous la menace au pillage de leur maison.

32. Cette campagne de nettoyage ethnique s'est traduite notamment par le pillage et la destruction, organisés et systématiques, des biens serbes. Ni sporadiques ni isolés, ces actes s'inscrivaient au contraire dans le cadre d'une vaste campagne destinée à chasser tous les Serbes restés dans la région et/ou à empêcher ou dissuader ceux qui avaient fui d'y retourner. Certains qui tentaient de s'enfuir ont été pris dans des rafles, embarqués dans des véhicules et conduits dans des centres de détention et des « lieux de rassemblement » afin de s'assurer qu'ils ne retourneraient pas dans leurs villages.

33. La destruction sans motif de villes et de villages serbes a commencé un ou deux jours après le début de l'Opération Tempête. Après être venues à bout de la faible résistance opposée par les forces de la SVK (dans de nombreux cas, il n'y a pas eu de résistance), les forces croates, ainsi qu'une poignée de civils croates opérant sous leur contrôle, se sont livrées à une campagne de nettoyage ethnique en pratiquant la politique de la terre brûlée, détruisant systématiquement les biens et le bétail de la population civile serbe dans toute la Krajina. Ces

forces, dont la HV et les forces spéciales de police, ont détruit les maisons, granges, commerces et édifices appartenant aux Serbes de Krajina, ainsi que leurs récoltes et leur bétail. Recourant souvent à des pelotons incendiaires, utilisant de l'essence, des balles incendiaires et des explosifs, les forces croates ont entièrement détruit certaines villes et d'innombrables villages. Dans les villages où les Serbes et les Croates vivaient côte à côte, les maisons des Croates ont été épargnées tandis que celles des Serbes ont été incendiées. Le bétail, surtout bovin et porcin, a été abattu ou brûlé vif dans l'incendie des granges et des étables. Des puits et des sources ont été volontairement souillés. Au 15 novembre 1995, la destruction des biens appartenant à la population serbe du sud de la Krajina était d'une telle ampleur qu'il ne restait quasiment rien de la communauté serbe de Krajina et de son habitat.

34. Un grand nombre de civils serbes qui n'avaient pas quitté la région, parmi lesquels des hommes désarmés et qui n'avaient pas de statut militaire, des personnes âgées, des femmes et des invalides, ont été illégalement exécutés pendant l'Opération Tempête et les opérations ou actions connexes qui ont suivi, comme l'a révélé notamment la mise au jour de plusieurs charniers. Des soldats ont ouvert le feu sur des groupes de civils. Des habitants ont été tués alors qu'ils s'enfuyaient de leurs maisons. Des cadavres ont été abandonnés au bord des routes. D'après des témoins, des personnes ont été abattues à bout portant ou exécutées ; d'autres ont été forcées d'assister à l'assassinat de membres de leurs familles. Certaines personnes ont été brûlées vives, d'autres jetées au fond de puits. Certaines ont été poignardées. D'autres ont mystérieusement disparu de leurs maisons. D'autres encore ont été retrouvées mortes ou ont disparu sans laisser de traces.

35. Pendant l'Opération Tempête et les opérations ou actions connexes qui ont suivi, les participants à l'entreprise criminelle commune et leurs subordonnés se sont livrés à des actes inhumains sur des civils serbes et des personnes ne prenant pas part aux hostilités – dont des personnes hors de combat – en leur infligeant non seulement de graves souffrances psychologiques et des humiliations et en les plongeant dans l'angoisse (notamment en menaçant de les tuer ou d'exécuter des membres de leur famille), mais aussi en leur infligeant de graves blessures, et ce, en tirant sur eux, en les frappant, notamment à coups de pied, en les livrant aux flammes, en pilonnant des zones civiles et en tirant lors d'attaques aériennes sur les civils qui s'enfuyaient. Bon nombre de victimes ont été forcées d'assister aux sévices infligés à des membres de leur famille. Les actes inhumains et traitements cruels ont été infligés en particulier aux personnes les plus vulnérables, telles que des femmes âgées et des civils hospitalisés.

36. Une politique démographique a également été menée pour coloniser une grande partie de la Krajina serbe par les Croates. Les forces croates et d'autres Croates se sont ainsi installés dans les maisons abandonnées par les Serbes et qui avaient échappé aux destructions. Les biens des Serbes ont été expropriés. Même si les Serbes pouvaient en théorie faire valoir leur droit de retourner chez eux ou de récupérer leurs biens, la destruction de ces biens et de leurs papiers, pendant leur exode, rendait un tel recours illusoire, voire impossible, ce qui était le but recherché.

37. C'est notamment dans le cadre de ces événements que, de juillet 1995 au moins au 15 novembre 1995 ou vers cette date, **Ante GOTOVINA**, **Ivan ČERMAK** et **Mladen MARKAČ**, agissant seuls et/ou dans le cadre de leur participation à l'entreprise criminelle commune, ont planifié, incité à commettre, ordonné, commis et/ou aidé et encouragé à planifier, préparer et/ou exécuter les crimes recensés ci-après dans les neuf chefs d'accusation.

RESPONSABILITÉ PÉNALE

38. Chacun des accusés est pénalement responsable, au regard de l'article 7 1) du Statut, des crimes qu'il a planifiés, incité à commettre, ordonnés, commis et/ou aidé et encouragé à planifier, préparer ou exécuter. Chacun des accusés est mis en cause du fait de sa participation à l'entreprise criminelle commune décrite ci-après. Chacun des accusés est tenu responsable pour avoir participé aux crimes allégués, par ses actes ou, lorsqu'il avait le devoir d'agir, par ses omissions ou faute d'avoir agi, directement et indirectement, par l'entremise de ses subordonnés ou d'autres personnes et par le biais des structures du pouvoir dans lesquelles il était intégré ou jouait un rôle.

39. Chacun des accusés est pénalement responsable, au regard de l'article 7 1) du Statut, des crimes commis dans le cadre de l'entreprise criminelle commune, en ce sens qu'il les a commis en tant que membre de l'entreprise ou participant à celle-ci. (En employant le terme « commettre » dans le présent contexte, le Procureur n'entend pas suggérer que l'un des accusés ou les trois accusés ont nécessairement commis physiquement le ou les crimes qui leur sont reprochés ; le terme « commettre » vise ici la participation des accusés à une entreprise criminelle commune.) Les membres de l'entreprise criminelle commune comprennent les personnes énumérées au paragraphe 16, qui ont agi par l'entremise de leurs subordonnés ou d'autres personnes et par le biais des structures du pouvoir et, à titre subsidiaire, celles visées au paragraphe 17 du présent Acte d'accusation conjoint.

40. Les crimes rapportés dans les cinq premiers chefs étaient délibérés et s'inscrivaient dans le cadre de l'objectif assigné à l'entreprise criminelle commune, et ont été commis en réalisant celle-ci. L'entreprise criminelle commune existait déjà lorsque les crimes reprochés dans le présent Acte d'accusation conjoint ont été commis et lorsque chacun des accusés, par son comportement, a pris part à sa réalisation.

41. Chacun des accusés a participé à l'entreprise criminelle commune et était animé de l'intention qu'impliquait chacun des crimes commis dans ce cadre et/ou partageait cette intention.

42. Chacun des accusés a participé et/ou contribué à l'entreprise criminelle commune en l'exécutant et en réalisant ou en tentant de réaliser son but ou ses objectifs.

43. En outre, ou à défaut, tout crime reproché dans le présent Acte d'accusation conjoint qui n'entraîne pas dans le cadre de l'objectif assigné à l'entreprise criminelle commune était la conséquence naturelle et prévisible de cette entreprise, de sa mise en œuvre ou d'une tentative de mise en œuvre, et chaque accusé avait conscience de ce risque et, malgré cela, chacun d'eux a délibérément pris ce risque en s'associant à l'entreprise et en continuant d'y participer, et est, de ce fait, responsable des crimes allégués.

44. L'élément moral requis (*mens rea*) pour commettre les crimes allégués dans le présent Acte d'accusation conjoint est le suivant :

- a) persécutions pour des raisons politiques, raciales et religieuses, crime sanctionné par l'article 5 h) du Statut (chef 1) : l'accusé et/ou l'auteur a agi avec l'intention d'exercer une discrimination pour des raisons politiques, raciales ou religieuses,

- b) expulsion, crime sanctionné par l'article 5 d) du Statut (chef 2) : l'accusé et/ou l'auteur a agi avec l'intention de chasser définitivement la victime ou les victimes, ou en sachant que celles-ci seraient probablement chassées définitivement,
- c) actes inhumains (transfert forcé), crime sanctionné par l'article 5 i) du Statut (chef 3) : l'accusé et/ou l'auteur a agi avec l'intention de chasser définitivement la victime ou les victimes, ou en sachant que celles-ci seraient probablement chassées définitivement,
- d) pillage de biens publics ou privés, crime sanctionné par l'article 3 e) du Statut (chef 4) : l'accusé et/ou l'auteur a agi avec l'intention de s'approprier des biens ou en prenant délibérément le risque que d'autres se les approprient,
- e) destruction sans motif de villes et de villages ou dévastation que ne justifient pas les exigences militaires, crime sanctionné par l'article 3 b) du Statut (chef 5) : l'accusé et/ou l'auteur a agi avec l'intention de détruire les biens en question ou en prenant délibérément le risque qu'ils soient détruits,
- f) meurtre, sanctionné par les articles 5 a) et 3 du Statut (chefs 6 et 7) : l'accusé et/ou l'auteur avait l'intention de tuer la victime ou de porter des atteintes graves à son intégrité physique, en sachant raisonnablement que pareil acte ou omission était susceptible d'entraîner la mort,
- g) actes inhumains, crime sanctionné par l'article 5 i) du Statut (chef 8) : l'accusé et/ou l'auteur a agi avec l'intention de porter des atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale de la victime, tout en sachant que pareil acte ou omission aurait probablement de telles conséquences,
- h) traitement cruel, crime sanctionné par l'article 3 du Statut (chef 9) : les actes ou omissions de l'accusé et/ou de l'auteur (jugés objectivement) étaient intentionnels ou délibérés, et non fortuits. L'acte doit avoir été commis ou l'omission faite avec l'intention de causer un traitement cruel ou en sachant que la conséquence de cet acte ou omission constituerait probablement un traitement cruel.

45. En outre, ou à défaut, chacun des accusés a planifié, incité à commettre et/ou ordonné que soient commis les crimes allégués dans le présent Acte d'accusation conjoint. Chacun des accusés savait que l'exécution de ses plans et de ses ordres, et que les actes et le comportement dont il était l'instigateur provoqueraient ou entraîneraient très probablement les crimes rapportés dans le présent Acte d'accusation conjoint.

46. En outre, ou à défaut, chacun des accusés est pénalement responsable, au regard de l'article 7 1) du Statut, pour avoir aidé et encouragé à planifier, préparer et/ou exécuter les crimes rapportés dans le présent Acte d'accusation conjoint. Chacun des accusés savait qu'il concourait largement à la perpétration des crimes en cause, ou savait qu'un ou plusieurs crimes seraient probablement commis et que par ses actes ou omissions, il concourait largement à la perpétration de ce crime ou de ces crimes.

47. Chacun des accusés est pénalement responsable, au regard de l'article 7 3), des actes et/ou omissions criminels de ses subordonnés qu'il s'est abstenu, en connaissance de cause, d'empêcher ou de punir. Chacun des accusés était le supérieur hiérarchique de subordonnés sur lesquels il exerçait un contrôle effectif (c'est-à-dire qu'il avait la capacité matérielle de les empêcher de commettre des crimes ou de les en punir), et qui ont pris part aux crimes

énumérés dans le présent Acte d'accusation conjoint. Chacun des accusés savait et/ou avait des raisons de savoir que l'un ou plusieurs de ces subordonnés s'apprêtaient à commettre ces crimes ou les avaient déjà commis, et n'a pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour empêcher ces actes ou en punir les auteurs.

48. Chacun des accusés savait et/ou avait des raisons de savoir que ses subordonnés s'apprêtaient à commettre ou avaient déjà commis les crimes rapportés dans le présent Acte d'accusation conjoint. Chacun des accusés était tenu informé, notamment : a) dans l'exercice de ses fonctions de commandement, par les rapports et les informations qu'il recevait de ses subordonnés ; b) par les systèmes de transmission au quartier général et sur le terrain ; c) du fait de sa présence lors des diverses opérations menées dans la Krajina durant la période couverte par le présent Acte d'accusation conjoint, de sa participation à ces opérations et des observations faites pendant leur déroulement ; d) par les informations dont il disposait au sujet du comportement des diverses forces croates pendant des opérations similaires passées ou en cours ; e) par les informations diffusées par les médias à propos des crimes qui avaient été ou auraient été commis ; et f) par les échanges et les rencontres avec des membres et des représentants de la communauté internationale, à savoir : les observateurs de l'Organisation des Nations Unies, les autres organisations non gouvernementales et les médias.

CHEF 1 **PERSÉCUTIONS**

49. De juillet 1995 au moins au 15 novembre 1995 ou vers cette date, **Ante GOTOVINA, Ivan ČERMAK et Mladen MARKAČ**, agissant seuls et/ou dans le cadre de leur participation à l'entreprise criminelle commune, ont planifié, incité à commettre, ordonné, commis et/ou aidé et encouragé à planifier, préparer et/ou exécuter des persécutions, pour des raisons politiques, raciales et/ou religieuses, contre la population serbe du sud de la Krajina, notamment dans tout ou partie des municipalités suivantes : Benkovac, Cviljane, Donji Lapac, Drniš, Ervenik, Gračac, Kijevo, Kistanje, Knin, Lišane Ostrovičke, Lisičić, Lovinac, Nadvoda, Obrovac, Oklaj, Orlic, Polača, Smilčić, Titova Korenica et Udbina.

Par ces actes et omissions (y compris ceux rapportés aux paragraphes 12 à 21 et 28 à 47), **Ante GOTOVINA, Ivan ČERMAK et Mladen MARKAČ** sont responsables du crime ou des crimes suivants :

Chef 1 : persécutions pour des raisons politiques, raciales et religieuses, un CRIME CONTRE L'HUMANITÉ punissable aux termes des articles 5 h), 7 1) et 7 3) du Statut.

CHEFS 2 ET 3 **EXPULSION ET TRANSFERT FORCÉ**

50. De juillet 1995 au moins au 15 novembre 1995 ou vers cette date, **Ante GOTOVINA, Ivan ČERMAK et Mladen MARKAČ**, agissant seuls et/ou dans le cadre de leur participation à l'entreprise criminelle commune, ont planifié, incité à commettre, ordonné, commis et/ou aidé et encouragé à planifier, préparer et/ou exécuter le transfert forcé et/ou l'expulsion de membres de la population serbe du sud de la Krajina vers la RSFY, la Bosnie-Herzégovine et/ou d'autres parties de la Croatie, en recourant à la menace et/ou à la violence et l'intimidation (notamment par le pillage et la destruction de biens), actes qui devaient entraîner le déplacement, le transfert ou l'expulsion des Serbes de Krajina (contraints notamment de fuir ou de quitter la région) et/ou les empêcher ou les dissuader de retourner dans cette région, y compris dans tout ou partie des municipalités suivantes : Benkovac,

Civljane, Donji Lapac, Drniš, Ervenik, Gračac, Kijevo, Kistanje, Knin, Lišane Ostrovičke, Lisičić, Lovinac, Nadvoda, Obrovac, Oklaj, Orlić, Polača, Smilčić, Titova Korenica et Udbina.

Par ces actes et omissions (y compris ceux rapportés aux paragraphes 12 à 21 et 28 à 47), **Ante GOTOVINA, Ivan ČERMAK et Mladen MARKAČ** sont responsables du crime ou des crimes suivants :

Chef 2 : expulsion, un CRIME CONTRE L'HUMANITÉ punissable aux termes des articles 5 d), 7 1) et 7 3) du Statut.

Chef 3 : actes inhumains (transfert forcé), un CRIME CONTRE L'HUMANITÉ punissable aux termes des articles 5 i), 7 1) et 7 3) du Statut.

CHEF 4 **PILLAGE DE BIENS PUBLICS OU PRIVÉS**

51. De juillet 1995 au moins au 15 novembre 1995 ou vers cette date, **Ante GOTOVINA, Ivan ČERMAK et Mladen MARKAČ**, agissant seuls et/ou dans le cadre de leur participation à l'entreprise criminelle commune, ont planifié, incité à commettre, ordonné, commis et/ou aidé et encouragé à planifier, préparer et/ou exécuter le pillage systématique de biens appartenant aux Serbes de Krajina, notamment leurs maisons, dépendances et granges et/ou leur bétail, y compris dans tout ou partie des municipalités suivantes : Benkovac, Donji Lapac, Drniš, Ervenik, Gračac, Kistanje, Knin, Lišane Ostrovičke, Lovinac, Nadvoda, Obrovac, Oklaj, Orlić, Polača, Titova Korenica et Udbina.

Par ces actes et omissions (y compris ceux rapportés aux paragraphes 12 à 21, 28 à 32 et 35 à 47), **Ante GOTOVINA, Ivan ČERMAK et Mladen MARKAČ** sont responsables du crime ou des crimes suivants :

Chef 4 : pillage de biens publics ou privés, une VIOLATION DES LOIS OU COUTUMES DE LA GUERRE punissable aux termes des articles 3 e), 7 1) et 7 3) du Statut.

CHEF 5 **DESTRUCTION SANS MOTIF**

52. De juillet 1995 au moins au 15 novembre 1995 ou vers cette date, **Ante GOTOVINA, Ivan ČERMAK et Mladen MARKAČ**, agissant seuls et/ou dans le cadre de leur participation à l'entreprise criminelle commune, ont planifié, incité à commettre, ordonné, commis et/ou aidé et encouragé à planifier, préparer et/ou exécuter des destructions à grande échelle (notamment par le feu). Ainsi, les villages, les maisons, les dépendances et les granges des Serbes de Krajina ont été gravement endommagées, leur bétail a été abattu et leurs puits ont été rendus inutilisables, y compris dans tout ou partie des municipalités suivantes : Benkovac, Civljane, Donji Lapac, Drniš, Ervenik, Gračac, Kijevo, Kistanje, Knin, Lišane Ostrovičke, Lisičić, Lovinac, Nadvoda, Obrovac, Oklaj, Orlić, Polača, Smilčić, Titova Korenica et Udbina.

Par ces actes et omissions (y compris ceux rapportés aux paragraphes 12 à 21, 28 à 32 et 35 à 47), **Ante GOTOVINA, Ivan ČERMAK et Mladen MARKAČ** sont responsables du crime ou des crimes suivants :

Chef 5 : destruction sans motif de villes et de villages ou dévastation que ne justifient pas les exigences militaires, une VIOLATION DES LOIS OU COUTUMES DE LA GUERRE punissable aux termes des articles 3 b), 7 1) et 7 3) du Statut.

CHEFS 6 ET 7 MEURTRE

53. De juillet 1995 au moins au 15 novembre 1995 ou vers cette date, **Ante GOTOVINA, Ivan ČERMAK et Mladen MARKAČ**, agissant seuls et/ou dans le cadre de leur participation à l'entreprise criminelle commune, ont planifié, incité à commettre, ordonné, commis et/ou aidé et encouragé à planifier, préparer et/ou exécuter le meurtre de civils serbes de Krajina et de personnes ne prenant pas part aux hostilités, y compris des membres des forces armées serbes qui avaient déposé les armes et ceux qui avaient été mis hors de combat, et qui ont, entre autres, été abattus, brûlés vifs et/ou poignardés, y compris dans tout ou partie des municipalités suivantes : Donji Lapac, Drniš, Ervenik, Gračac, Kistanje, Knin et Orlić (des précisions sur ces meurtres sont fournies en annexe).

Par ces actes et omissions (y compris ceux rapportés aux paragraphes 12 à 21, 28, 29, 33 et 36 à 47), **Ante GOTOVINA, Ivan ČERMAK et Mladen MARKAČ** sont responsables du crime ou des crimes suivants :

Chef 6 : assassinat, UN CRIME CONTRE L'HUMANITÉ punissable aux termes des articles 5 a), 7 1) et 7 3) du Statut.

Chef 7 : meurtre, une VIOLATION DES LOIS OU COUTUMES DE LA GUERRE, reconnue par l'article 3 1) a) commun aux Conventions de Genève de 1949 et punissable aux termes des articles 3, 7 1) et 7 3) du Statut.

CHEFS 8 ET 9 ACTES INHUMAINS ET TRAITEMENT CRUEL

54. De juillet 1995 au moins au 15 novembre 1995 ou vers cette date, **Ante GOTOVINA, Ivan ČERMAK et Mladen MARKAČ**, agissant seuls et/ou dans le cadre de leur participation à l'entreprise criminelle commune, ont planifié, incité à commettre, ordonné, commis et/ou aidé et encouragé à planifier, préparer et/ou exécuter les actes inhumains et les traitements cruels infligés aux civils serbes de Krajina et aux personnes ne prenant pas part aux hostilités, y compris aux membres des forces armées serbes qui avaient déposé les armes et à ceux qui avaient été mis hors de combat, et qui ont, entre autres, subi des traitements humiliants et/ou dégradants, en essayant des tirs (notamment lors d'attaques aériennes), en étant agressés, brutalisés, poignardés, menacés et brûlés, y compris dans tout ou partie des municipalités suivantes : Benkovac, Donji Lapac, Drniš, Gračac, Kistanje, Knin et Orlić.

Par ces actes et omissions (y compris ceux rapportés aux paragraphes 12 à 21, 28, 29, 34 et 36 à 47), **Ante GOTOVINA, Ivan ČERMAK et Mladen MARKAČ** sont responsables du crime ou des crimes suivants :

Chef 8 : actes inhumains, UN CRIME CONTRE L'HUMANITÉ punissable aux termes des articles 5 i), 7 1) et 7 3) du Statut.

Chef 9 : traitement cruel, une VIOLATION DES LOIS OU COUTUMES DE LA GUERRE, reconnue par l'article 3 1) a) des Conventions de Genève de 1949 et punissable aux termes des articles 3, 7 1) et 7 3) du Statut.

ALLÉGATIONS GÉNÉRALES

55. Sauf indication contraire expresse, tous les actes et omissions allégués dans le présent Acte d'accusation conjoint se sont produits sur le territoire de l'ex-Yougoslavie.

56. Pendant toute la période visée, la région de la Krajina en République de Croatie, sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, était le théâtre d'un conflit armé.

57. Tous les actes, pratiques, omissions et comportements incriminés dans le présent Acte d'accusation conjoint s'inscrivaient dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile, à savoir la population serbe du sud de la Krajina.

58. Pendant toute la période visée, chacun des accusés était tenu de se conformer aux lois et coutumes régissant la conduite de la guerre, notamment aux Conventions de Genève de 1949 (dont l'article 3 commun) et à leurs Protocoles additionnels.

59. Tous les actes, pratiques, omissions et comportements incriminés en relation avec la destruction de biens étaient illicites et arbitraires et n'étaient pas justifiés par des exigences militaires.

60. Les actes, pratiques, omissions et comportements par lesquels les accusés et d'autres personnes se sont livrés à des persécutions, ainsi qu'il est dit dans le chef 1, comprennent sans s'y limiter les crimes décrits dans les chefs 2 à 9.

61. Les allégations et les chefs se rapportant aux meurtres recouvrent tous les meurtres commis par des membres des forces croates dans le cadre des événements décrits dans le présent Acte d'accusation conjoint. L'annexe relative à ces allégations ne fait état que d'un petit nombre de faits représentatifs, pour satisfaire à l'exigence de précision de l'acte d'accusation.

Le Procureur

/signé/

Carla Del Ponte

Le 21 juillet 2006
La Haye (Pays-Bas)

[Sceau du Bureau du Procureur]

ANNEXE A

Unités de l'armée croate (« Postrojbe HV ») relevant du district militaire de Split (« Zborni Područje Split, ZP Split ») et autres unités rattachées à celui-ci pendant la période couverte par l'Opération Tempête

Groupes opérationnels (« Operativna grupa »)

Groupe opérationnel Sinj
 Groupe opérationnel Šibenik
 Groupe opérationnel Zadar
 Groupe opérationnel Sjever

Garnisons

Garnison de Split (Commandement), (« Zborni mjesto Split »),
 Garnison de Zadar (Commandement), (« Zborni mjesto Zadar »),
 Garnison de Sinj (Commandement), (« Zborni mjesto Sinj »),
 Garnison de Vrgorac (Commandement), (« Zborni mjesto Vrgorac »),
 Garnison d'Imotski (Commandement), (« Zborni mjesto Imotski »),
 Garnison de Dubrovnik (Commandement), (« Zborni mjesto Dubrovnik »),
 Garnison de Benkovac (Commandement), (« Zborni mjesto Benkovac »)
 Garnison de Knin (Commandement), (« Zborni mjesto Knin »),

Unités

4^e brigade mécanisée de la garde (les « Lions » ou les « Araignées »), QG Split, (4 Gardijska Brigada, 4gbr, « Lavovi », « Paukovi »)
 112^e brigade d'infanterie, QG Zadar, (112 brigada, 112 br),
 113^e brigade d'infanterie, QG Šibenik, (113 brigada, 113 br)
 141^e brigade d'infanterie, QG Split, (141 brigada, 141 br)
 6^e régiment de la garde nationale, QG Split, (6 domobranska pukovnija, 6 dp),
 7^e régiment de la garde nationale, QG Zadar, (7 domobranska pukovnija, 7 dp),
 15^e régiment de la garde nationale, QG Šibenik, (15 domobranska pukovnija, 15 dp),
 126^e régiment de la garde nationale, QG Sinj, (126 domobranska pukovnija, 126 dp),
 134^e régiment de la garde nationale, QG Biograd, (134 domobranska pukovnija, 134 dp),
 142^e régiment de la garde nationale, QG Šibenik, (142 domobranska pukovnija, 142 dp),
 264^e compagnie de reconnaissance et de sabotage, QG Split, (264 Izvidnička Diverzantska Satnija, 264 ids),
 72^e bataillon de la police militaire, (72 bojna vojne policije, 72 bVP),
 11^e bataillon de fusées d'artillerie anti-char, QG Zadar, (11 POTRD),
 14^e bataillon de fusées d'artillerie, QG Zadar, (14 topničko raketni divizijun, 14 trd),
 20^e bataillon de fusées d'artillerie, QG Split (20 topničko raketni divizijun, 20 trd),
 204^e brigade d'artillerie sol-air, QG Split (204 topničko raketna brigada PZO, trbr PZO),
 40^e bataillon du génie, QG Split, (40 inženjerijska bojna),
 306^e base logistique, QG Split, (306 logistička baza, 306 lob),
 307^e base logistique, QG Zadar, (307 logistička baza, 307 lob),

ANNEXE A

7^e brigade de défense mécanisée (les « Pumas »), QG Varaždin, (7 Gardijska Brigada, 7 gbr, « Puma »),
2^e bataillon de la 9^e brigade de défense mécanisée (les « Termites »), ancien 84^e bataillon indépendant (84 Bn), QG Gospić, (2 bojna 9 gardijskoj brigade, 2/9 bde, Termiti),
144^e brigade d'infanterie, QG Zagreb, (144 brigada, 144 br),
81^e bataillon de défense, QG Virovitica, (81 gardijska bojna, 81 gb),
1^{ère} brigade de la garde croate (1 Brigada, faisant partie du Hrvatski Gardijski Zdrug, HGZ),
350^e unité de reconnaissance et de sabotage, QG Zagreb, (« 350 Izvidnička Diverzantska Satnija, 350 IDS »),
une partie du 73^e bataillon de la police militaire, QG Split, (73 bojna vojne policije, 73 bVP),
Batterie du 8^e bataillon d'obusiers, QG Zagreb (bitnica 8 topničkog divizijuna),
2 avions de chasse MiG 21 (base aérienne de Pula), 2 hélicoptères d'attaque MI 24 et 2 hélicoptères polyvalents MI 8

Unités du HVO (« Postrojbe HVO »)

1^e brigade de défense mécanisée du HVO, (1 Gardijska Brigada HVO, 1 gbr HVO),
2^e brigade de défense mécanisée du HVO, (2 Gardijska Brigada HVO, 2 gbr HVO),
3^e brigade de défense mécanisée du HVO, (3 Gardijska Brigada HVO, 3 gbr HVO),
60^e bataillon de garde du HVO, (60 gardijska bojna HVO, 60 gb HVO),
Unités du district militaire de Tomislavgrad, (Tomislavgrad ZP, HR-HB).

Forces spéciales de police du MUP de Herceg-Bosna (« Specialjna Policija HR H-B »)

ANNEXE À L'ACTE D'ACCUSATION CONJOINT

MEURTRES

Chefs 6 et 7

Village ou hameau	Date	Nom de la victime	Sexe	Âge	Cause du décès
MUNICIPALITÉ DE KNIN					
1. Kovačić	5 août 95	Nikola Dragičević	M	60 ans	Tué par balle
		Mile Dragičević	M	62 ans	Tué par balle
		Sava Čeko	M	50 ans	Tué par balle
2. Đurići	6 août 95 ou vers cette date	Sava Đurić	M		Brûlé
3. Žagrović	entre le 5 et le 12 août 95	Milka Petko	F	70 ans	Tuée par balle
		Ilija Petko	M	45 ans	Tué par balle
		Dmitar Rašuo	M	81 ans	Tué par balle
		Đuro Rašuo	M	40 ans	Tué par balle
		Non identifié			Tué par balle
4. Grubori	25 août 95	Miloš Grubor	M	80 ans	Tué par balle
		Jovo Grubor	M	65 ans	Tué par balle/égorgé
		Marija Grubor	F	90 ans	Brûlée
		Mika Grubor	F	51 ans	Tuée par balle
		Đuro Karanović	M	45 ans	Battu/tué par balle
MUNICIPALITÉ D'ORLIĆ					
5. Orlić	13 août 95 ou vers cette date	Tode Marić	M		Tué par balle
6. Šarena Jezera/Vrbnik	5 août 95	Miloš Borjan	M		Tué par balle
		Non identifié	M		Tué par balle
		Non identifié	M		Tué par balle
		Non identifié	M		Tué par balle
		Non identifié	M		Tué par balle
		Non identifié	M		Tué par balle
		Non identifié	M		Tué par balle
7. Uzdolje	6 août 95	Milica Šare	F		Tuée par balle
		Stevo Berić	M	62 ans	Tué par balle
		Janja Berić	F	62 ans	Tuée par balle
		Miloš Čosić	M	72 ans	Tué par balle
		Jandrija Šare	F	63 ans	Tuée par balle
		Djuka Berić	F	75 ans	Tuée par balle
		Krsta Šare	F	61 ans	Tuée par balle

ANNEXE À L'ACTE D'ACCUSATION CONJOINT

MUNICIPALITÉ DE KISTANJE					
8. Kakanj	entre le 10 et le 18 août 95	Danica Šarić Uroš Šarić Uroš Ognjenović	F M M		Tué par balle Tué par balle
MUNICIPALITÉ D'ERVENIK					
9. Oton	18 août 95	Marta Vujonić	F	85 ans	Tuée par balle
MUNICIPALITÉ DE DONJI LAPAC					
10. Oraovac	7 août 95	Marko Ilić Stevo Ajduković Rade Bibić Ruža Bibić	M M M F	76 ans 59 ans 78 ans 75 ans	Tué par balle Tué par balle Tué par balle Tuée par balle